

## Le malaise entre politique et religion.

### Comment sortir du cercle vicieux entre modernisme et fondamentalisme ? Quel rôle des médias ?

**Antoine Arjakovsky** a indiqué que le thème central du séminaire sera repris lors des séances suivantes et que le mardi 6 décembre ce thème sera examiné lors de la séance du « Mardi des bernardins ».

Il a présenté les intervenants :

Jean Birnbaum, journaliste dont le père était enseignant à la Sorbonne, est rédacteur en chef du Monde des Livres. Il anime les rencontres de Pétrarque et un forum de philosophie au Mans. Il est l'auteur de plusieurs livres dont celui intitulé « Un silence religieux, la gauche face au djihadisme » (Seuil, 2015).

Valentine Zuber, historienne spécialiste de l'histoire de la liberté religieuse, directrice d'études à l'École Pratique des Hautes Etudes ; agrégée docteur de l'université, membre de l'Institut européen des religions, auteur de livre intitulé « le culte des droits de l'homme » (Gallimard 2014 et « *La liberté religieuse* », (Vandieren éditions, 2016).

La présente séance s'intègre dans le thème de la deuxième année du séminaire « Les solutions face à la montée des nouveaux fondamentalistes » et deux questions sont posées : Comment permettre aux structures politiques d'être à nouveau clairvoyantes par rapport aux fondements spirituels de la démocratie ? Comment permettre aussi aux mouvements se définissant comme religieux de réhabiliter le caractère fondamental de la liberté de conscience ?

#### **Valentine Zuber**

##### **« Au-delà du débat social : défendre et renouveler la laïcité »**

La laïcité est la condition même de notre liberté, la garantie de la préservation de notre liberté de conscience et de la richesse de nos identités plurielles, mais aussi la sauvegarde de notre liberté d'expression - en privé ou en public - de nos convictions les plus personnelles.

La laïcité est un héritage de notre histoire, la forme juridique pacifique et raisonnable adoptée par le politique lors de la résolution en 1905 d'un combat longtemps fratricide entre deux conceptions antithétiques de l'identité française cristallisée un siècle plus tôt à l'occasion de la tourmente révolutionnaire. La loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 a permis le dépassement du conflit des deux France, cette rivalité basée sur la confusion du politique et du religieux par un divorce légal, sans réels vainqueurs ni vaincus.

Pour que la laïcité, ce beau principe inscrit depuis dans notre Constitution républicaine puisse continuer de rimer avec la défense des libertés individuelles et publiques que nous ont légué nos prédécesseurs, il nous faut toujours revenir sur les contours et les limites de cette notion de nouveau si âprement controversée ces dernières années en France.

- La laïcité n'est pas une conviction particulière : Il nous faut d'abord mieux comprendre le but et la portée du principe de laïcité en évitant de l'essentialiser, ou de le sacraliser ce qui revient à l'instrumentaliser et finalement à le dévoyer. La laïcité ne peut, en aucune façon, être réduite à se présenter comme une conviction parmi d'autres, aussi consensuelle puisse-t-elle être pour ceux qui se présentent comme ses défenseurs les plus acharnés actuellement dans le débat social. La laïcité relève bien plus de la posture que de la norme morale : c'est le principe qui permet la libre expression - dans le respect de l'ordre public - des différentes convictions qui s'expriment de nos jours dans toutes les sociétés modernes et pluralistes. Pour cela il faut admettre que la laïcité n'est qu'un principe juridico-politique parmi d'autres qui s'illustre dans un contexte politique culturel et social donné, celui de la modernité dans le cadre très normé de l'État de droit. Si l'on admet cela, il devient impossible de l'ériger en une valeur morale opposable et surplombante.

- Il n'y a pas une laïcité type, mais diverses formes stato-nationales de laïcités : Il existe toutes sortes de formes et de pratiques différenciées de la laïcité de par le monde et que l'expérience française, pour originale qu'elle soit, ne constitue que l'une des modalités d'application de ce principe. Celles-ci diffèrent selon les formes prises historiquement par les rapports Églises-États-Sociétés dans les États démocratiques. Construites selon des histoires et des logiques juridiques différentes, elles n'en sont pas moins toutes également respectueuses des libertés individuelles et collectives des individus et des groupes composant les sociétés considérées.

- Les États véritablement laïques partagent des exigences communes :

Les États de droit doivent respecter deux caractéristiques essentielles qui permettent d'assurer à tous et à chacun le respect de ses droits humains universellement ratifiés au lendemain de la seconde guerre mondiale. Un État laïque se doit ainsi de garantir le respect de la liberté de conscience de chacun et le bon fonctionnement démocratique de ses institutions dans le respect du pluralisme religieux ou convictionnel tel qu'il s'illustre dans la société. Par une politique de neutralité bienveillante, il se doit par ailleurs de promouvoir l'égalité de tous les citoyens indépendamment de leurs convictions religieuses ou spirituelles et de lutter contre les discriminations possibles à ce point de vue, tant au plan individuel que collectif.

La laïcité est donc essentiellement un principe d'abstention de l'État en matière des choix de ce que serait une vie bonne pour les citoyens qu'il gouverne. Elle est une règle commune qui permet la régulation de la vie et de l'expression des convictions dans nos sociétés. Mais la laïcité n'est ni un outil multitâche, ni la solution miracle au règlement de tous les problèmes liés à la coexistence de convictions diverses et potentiellement conflictuelles. La laïcité se construit et s'éprouve tous les jours dans les défis qu'elle rencontre. Elle ne doit certes jamais lâcher sur son objectif principal : assurer une vie individuelle et collective riche et sécurisée à ses citoyens. Mais pour préserver la liberté et l'égalité de tous sans exception, elle doit aussi s'éprouver et chercher à se renouveler sans cesse.

Elle doit le faire en toute fraternité, afin de répondre – par la neutralité et donc l'équité de l'État - aux défis représentés par la lutte contre la perpétuation des inégalités sociales, culturelles et économiques de ses composantes les plus fragiles et donc les plus menacées dans leur intégrité et dans leurs droits.

### **Jean Birnbaum**

JB revient sur son ouvrage et ce qui l'a poussé à l'écrire.

Il a été frappé par les analyses de Michel Foucault au moment de la révolution islamique qui contredisaient la doxa en France qui croyait alors à un désenchantement du monde.

Aujourd'hui en France on est suspecté dès qu'on parle de religion. On se demande immédiatement si quelqu'un aborde la question religieuse s'il ne devrait pas faire un petit stage de déradicalisation.

Alain Badiou a voulu imposer l'idée que la religion n'est qu'un vêtement, qu'elle n'est pas autonome, que les djihadistes ne sont que des fascistes.

Il y a une amnésie totale par rapport à la pensée symbolique. Alors que les djihadistes ont un rapport permanent au symbolique.

Nous sommes donc désarmés pour répondre à la violence djihadiste.

D'autant qu'on répète sans cesse que l'islamisme « n'a rien à voir avec l'islam ».

Mais des penseurs importants comme Luc Boltanski ou Jacques Derrida sont venus contredire le point de vue de Pierre Bourdieu (pour qui parler de la religion signifiait automatiquement qu'« on en est »).

En fait on peut éviter l'amalgame tout en critiquant l'islam, en s'appuyant sur des penseurs musulmans modernes.

L'intervenant, inspiré par Derrida Ricoeur et Benny Lévy, termine son exposé sur le thème de l'espérance comme lieu possible de rencontre entre le théologique et le politique.

### **Débats**

**AA**, concernant la première intervention, a dit qu'il comprend que la laïcité c'est notre fonds commun juridique qui permet d'organiser le vivre ensemble ce qui constitue un travail permanent. La laïcité de reconnaissance doit être distinguée de la laïcité de contrôle. La laïcité de reconnaissance est quelque chose de positif. Si l'on veut développer cette laïcité de reconnaissance et critiquer la laïcité de contrôle ne faut-il pas retrouver les fondements métaphysiques des droits de l'Homme, ce qui permettrait à l'Etat d'avoir une éthique qu'il pourrait transmettre à ses fonctionnaires ? Un travail de formation des fonctionnaires ne doit-il pas être engagé ?

Concernant la seconde intervention, JB a considéré que dans le dialogue entre politique et religion il faut distinguer les deux sans s'interdire de penser une coopération. Dans les milieux intellectuels laïcs et théologiques on a plutôt tendance à séparer philosophie et religion.

Il semble nécessaire d'organiser des séminaires de « traduction réciproque » des évolutions intellectuelles des uns et des autres sur des thèmes théologiques comme l'espérance, l'eschatologie politique et sur des thèmes politiques. Cela permettrait une traduction des discours et de réarticuler la pensée technique et la pensée symbolique.

**GP** a demandé au second intervenant sur la question du déni du théologico-politique s'il lui paraissait possible de réconcilier la pensée technique et la pensée symbolique.

**DB** a indiqué qu'il avait lu le livre écrit par le dernier intervenant avec Eric Letty « Résistance au meilleur des mondes ». Il s'est dit favorable au fait que les gens de gauche réalisent qu'il y a une cécité par rapport au symbolique mais cela suscite deux réactions de sa part. Quel est l'intérêt stratégique du livre ? *Le Monde des livres* doit dire que cette cécité n'est plus tenable. Il lui semble que la grande inquiétude de l'intervenant c'est de dire que la gauche prend un risque de deuil définitif au regard du djihadisme. Cette prise de conscience institutionnelle n'est-elle pas un aveu que la gauche est en train de perdre la main et que quelque chose d'inconciliable apparaît et ébranle toutes les certitudes de gauche ? Il s'est également demandé en quoi ce livre peut changer la politique du *Monde des livres* vis-à-vis de la réalité et qu'il regrettait d'avoir critiqué le livre écrit par Alain Finkielkraut « l'identité française » plutôt que de mettre en évidence qu'il a une inquiétude religieuse, son inquiétude de l'identité française.

**JH**- L'intervention et le livre que le second intervenant a récemment publié suscite deux réflexions et une question. La première porte sur le rapport compliqué qu'entretient la gauche avec les religions. Le courant du christianisme de gauche dont il fait partie est en train de disparaître. Il lui semble que par rapport à la gauche il y a toujours eu une gêne, une allergie, une indifférence, une agressivité vis-à-vis du catholicisme de gauche car la gauche a été fabriquée, formatée, nourrie par deux courants, le Comtisme (Auguste Comte) et les idéologies qui étaient la religion civile. La crise des grandes idéologies de la gauche, du marxisme et des socialismes a provoqué un extrême traumatisme, une frustration dans la gauche qui ne veut pas voir revenir le religieux à la place de l'idéologie. La seconde question est celle de savoir si la droite a un rapport plus apaisé au religieux. A l'époque de Georges Pompidou et de Jaques Chirac, il y avait une agressivité des « laïcards » vis-à-vis du religieux. De nouveaux rapports ont-ils faits jour depuis cette période ? Qui représente aujourd'hui la démocratie chrétienne en France ? Enfin, ne conviendrait-il pas d'élargir notre réflexion à d'autres pays comme l'Allemagne, pays qui a une culture politico-religieuse que l'on retrouve notamment chez les chefs d'entreprise ? L'Allemagne est imprégnée de protestantisme. Il y a dans ce pays une culture politico-religieuse des chefs d'entreprise. Les rapports entre le religieux et le politique y sont très différents. L'Allemagne a une politique et une économie sociale marquée par le religieux.

**AL**- Marcel Gauchet a mis l'accent sur une mémoire anticléricale très forte en France depuis la révolution française. On bute sur cela. On est parti de ce courant anticlérical ce qui fait que notre histoire religieuse ne fait pas partie de notre histoire. Cela pose un problème politique car personne ne veut entendre qu'on est partie prenante de ce courant anti cléricale. Il y a une mémoire et, en ne la prenant pas en compte, chacun réagit de manière maladroit.

**XX** a demandé quelle part faire à l'Islam dans l'identité française.

**AA** a rappelé qu'Arlette Grosskot, députée d'Alsace-Moselle avait proposé lors de la dernière séance du séminaire une extension du concordat de l'Alsace-Moselle à l'Islam.

**PO** s'est dit surpris d'entendre dire qu'il n'y a pas de spécificité française dans la laïcité.

\*\*\*

**Valentine Zuber** dit qu'elle n'irait pas jusqu'à parler de laïcité de reconnaissance. L'Etat ne reconnaît aucun culte en application de l'article 2 de la loi de 1905. Le terme laïcité a bien en revanche un ancrage historique.

Elle n'a pas de préférence sur les modalités pratiques de la mise en œuvre du principe de laïcité. Cela peut être une laïcité de reconnaissance comme en Alsace-Moselle ou dans certains pays européens qui pourrait être étendue à l'Islam mais un problème se pose, où et à qui s'arrêtent la reconnaissance des cultes ? C'est un problème qui se pose notamment en Italie où on achoppe sur l'Islam avec le problème de la représentativité. Napoléon a inventé le judaïsme en excluant les expressions minoritaires. Elle ne plaide pas pour que l'Etat se fasse théologien car cela ne fait que reculer le problème. Il y a un aspect religion civile très important en France qui est d'autant plus violent que ce pays s'est construit sur le modèle qu'il repoussait. D'où cette mémoire dont parle Marcel Gauchet qui parle de culture, de récit. C'est moins un problème de parler de laïcité que de parler de culture et de connaissance

Il a existé, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, un courant de gauche de type spiritualiste autour de Ferdinand Buisson qui prenait au sérieux le religieux, le spirituel et qui a échoué politiquement comme c'est souvent le cas des propositions libérales. Ce courant a disparu et il ne reste plus que cette gauche hostile, ignorante, antilibérale même s'il existe des personnes croyantes dans la gauche.

Il ne faut pas opposer multiculturalisme et assimilation. Les termes qui sont importants ce sont les termes « intégration citoyenne et interculturelle ».

Depuis environ 20 ans, on dit que la laïcité c'est très français que ce terme ne se traduit pas. Il faut rappeler qu'il y a des équivalents dans d'autres langues qui recouvrent la même réalité. Ce qui est une exception, c'est une certaine intolérance au religieux mais ce ne sont pas les courants les plus anticléricaux qui ont gagné juridiquement. On a une législation et une jurisprudence extrêmement libérale et plus libérale qu'on ne veut l'admettre. Il y a un effet de posture et ce que l'on dit.

**AA** a demandé comment l'Etat transmet sa métaphysique basée sur des principes existentiels aux fonctionnaires dans le cadre de leur formation.

**Valentine Zuber**- L'Etat c'est des principes et non pas des valeurs. On essaye d'introduire un enseignement moral et civique. Il n'y a pas vraiment d'enseignement mais des règles déontologiques qui sont enseignées. La religion n'est pas la préservation de tout. Il faut laïciser la laïcité française, être davantage dans le respect des règles juridico-politiques et laisser aux religions l'élaboration des règles morales qui sont choisies par les individus. L'on est dans une société post-communautaire où l'individu a gagné et on ne peut imposer une morale d'Etat. Il faut faire confiance à la personne humaine et ne pas faire confiance à une morale d'Etat.

**Jean Birnbaum-** Concernant la question de la place de l'islam dans l'identité française, aucune réponse ne peut être donnée comme c'est le cas pour toutes les religions. Un des problèmes qui se pose est qu'il y a un va et vient entre le cadre national et international qui est très compliqué. Il est difficile aujourd'hui dans le cadre international de faire abstraction de l'état interne des religions. Il s'est dit frappé par les propos de Gilbert Achcar, un marxiste, grande figure de l'islam révolutionnaire, qui a dit qu'on a longtemps cru qu'on pouvait faire avec l'islam ce qu'on a fait avec les chrétiens dans le cadre de la théologie de la libération et en même temps qu'on doit s'interroger car il y a aussi une prolifération de l'intégrisme. Il a proposé de créer une philosophie marxienne comparative des religions. Actuellement il est difficile de ne pas prendre en compte ce qui se passe à l'échelle mondiale. On doit pouvoir éviter l'amalgame et ne pas se voiler la face. Un des gros problèmes est de savoir comment faire ce va et vient pour affronter le nationalisme dans un cadre sans frontières. Tout le monde affronte un phénomène mondial qui est unifié dans son langage et dans ses références. Il ne croit pas au « Printemps républicain » car les crispations laïcardes ne sont pas efficaces et nourrissent le fondamentalisme. Les tenants de cette idée font comme s'ils pouvaient affronter le phénomène alors qu'il est sans frontière.

**Valentine Zuber-** Il y a une spécificité et une grande majorité de l'islam. Le grand cheik d'Al Azhar a récemment déclaré lors d'un congrès à Grozny que le wahhabisme est une doctrine hérétique. Les positions politiques sont différentes mais celles qui font la vie morale se rapprochent. Cela pose un problème, celui d'une uniformisation sur un style religieux particulier.

**Jean Birnbaum-** Christian Jambet a écrit, en février 2000, dans « La Revue des deux mondes » un article dans lequel il dit que l'islam est aujourd'hui la seule religion qui se propose de façon militante comme l'avenir de ce monde. Toutes les religions sont confrontées à cela. Il y a le modèle français avec la question des « beurs » mais on butte sur le fait que la guerre actuelle est une guerre civile au sein de l'islam mais dans tous les débats les gens se rabattent sur le colonialisme.

Etienne Balibar, philosophe marxiste, dans le journal *Libération*, après les attentats du janvier 2015, a dit que notre sort repose entre les mains des musulmans. Il faut certes prendre en compte tous les aspects historiques et géopolitiques mais il se passe quelque chose de spécifique actuellement dans le monde.

Sur les questions psychanalytiques, il a rappelé que Jacques Derrida avait dit aux psychanalystes lors d'une conférence à la Sorbonne « je ne comprends pas que vous ayez à faire avec la pulsion de mort dans vos cabinets et que vous n'ayez rien à dire sur ce qui se passe aujourd'hui avec la pulsion de mort et le sang versé ». Aujourd'hui, pour traiter tous ces refoulements de mémoire les psychanalystes devraient avoir une place importante.

Concernant la droite, il a précisé que dans son livre il s'est intéressé à travailler sa propre culture politique. Il a rappelé que Raymond Aron disait qu'en France il y a une supériorité de prestige de la gauche. A droite, les choses sont différentes. On est passé à côté de « La Manif pour tous » car on a du mal à prendre en compte le religieux. Les intellectuels qui le prennent en compte sont considérés comme de droite.

Il n'y a pas d'équivalent à gauche du livre écrit par Emmanuelle Mignon et Nicolas Sarkozy.

Concernant la question de la spécificité de la gauche, il a souscrit à l'analyse selon laquelle la tradition chrétienne de la gauche française est fortement marginalisée. La crise des idéologies fait peur à la gauche.

Il a partagé l'analyse faite concernant la cécité de la gauche vis-à-vis du symbolique.

Concernant son livre, il a dit ne pas avoir eu un intérêt stratégique. Il fallait partir d'un principe simple, à savoir, au nom de quoi les gens ne savent pas ce qu'ils disent. Au nom de quoi peut-on dénier à un djihadiste quelle que soit sa nationalité tout rapport à la foi dont il se vante et se réclame. Aujourd'hui la dé-radicalisation c'est un modèle qui évacue la religion. Des conséquences pratiques pourraient être tirées de la prise en compte des religions.

Sur l'angoisse que la gauche perde la main, il a fait observer que ce qui se passe montre qu'un certain univers de la gauche est complètement dépassé mais qu'elle ne veut pas l'admettre.

Concernant le *Monde des livres*, on peut constater qu'aujourd'hui on a des spécialistes dans tous les domaines mais il est difficile de trouver quelqu'un qui ait de la distance. Il y a un problème de désintérêt et de non- expertise. Il y a plutôt une indifférence qu'un regard malveillant.

Alain Finkielkraut ne parle pas des croyants, du religieux dans ses livres. Dans les livres de Renaud Camus et de Michel Houellebecq le religieux, la question spirituelle n'est pas non plus le sujet.

Il a, enfin, indiqué qu'il serait utile de comprendre pourquoi l'Etat islamique s'intéresse tellement aux techniques avant-gardistes.

**AA** a souligné que les religions proposent une espérance et suggéré que soient créés des lieux de dialogue entre religions, entre philosophes et théologiens.

**JB** a partagé l'idée de créer des lieux de dialogue.